

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 3 juin 2024

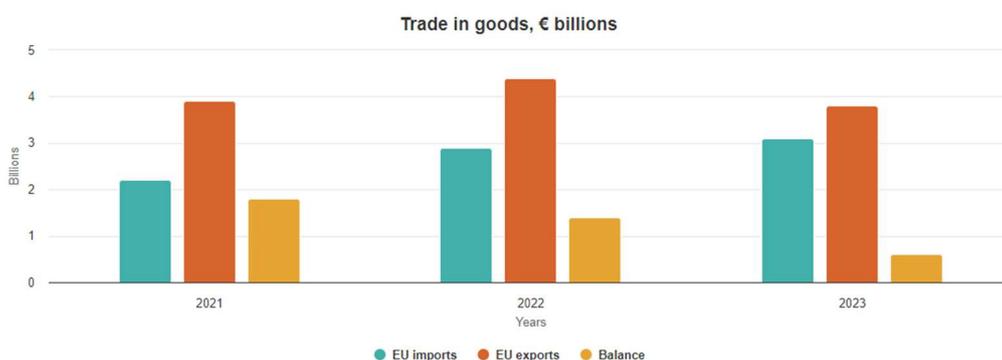
Régional

Clôture des Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de Développement

Les Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAfD) se sont tenues du 27 au 31 mai à Nairobi et avaient pour thèmes principaux la transformation de l'Afrique et la réforme de l'architecture financière mondiale. Les gouverneurs de la BAfD, représentant 54 pays africains et 27 actionnaires non africains, ont approuvé une augmentation de 117 Md USD du capital d'engagement général pour la BAD, le portant à 318 Md USD. En 2023, les revenus de la BAfD provenant des prêts et des placements de trésorerie ont augmenté de 123 % pour atteindre 1,73 Md USD. La Banque a également réalisé son plus important revenu net avant distribution, qui s'élève à 545 MUSD et a alloué un montant record de 335 MUSD aux réserves. La BAfD est la seule institution financière notée AAA en Afrique et a investi plus de 200 Md USD en Afrique depuis sa création en 1964.

L'APE entre le Kenya et l'UE entrera en vigueur au 1^{er} juillet

L'accord de partenariat économique (APE) entre le Kenya et l'Union Européenne signé en 2023 entrera en vigueur le 1er juillet prochain, alors que les parties se sont notifiées mutuellement l'achèvement de leurs procédures juridiques internes le 30 mai 2024. Cette entrée en vigueur intervient dans un contexte de rééquilibrage de la balance commerciale entre la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et l'Union Européenne (UE). En parallèle, le CLEP-EA, un *think tank* basé à Kampala, a contesté cet accord devant la Cour de justice de la CAE, estimant qu'il serait contraire aux traités de la CAE, le Kenya étant le seul pays de la zone à avoir ratifié l'accord.



Burundi

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2024-2025 devrait croître de 16 %

Le conseil des ministres a adopté le projet de loi sur la fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 2024-2025, portant les dépenses à 4 397 Md Fbu (1,41 Md EUR) et les recettes à 3 941 Md Fbu (1,26 Md EUR). Les dépenses enregistrent une hausse de 16,3 %, contre une hausse de 16,9 % pour les recettes, creusant le déficit budgétaire burundais à plus de 456 Md Fbu (146 MEUR, en hausse de 7%). Le gouvernement explique ce déficit par la hausse des investissements dans les infrastructures publiques et la mise en œuvre d'une politique salariale équitable, priorités du gouvernement. Parmi les pistes du gouvernement pour mobiliser les ressources internes, la suppression des exonérations sur les importations d'éthanol destiné à produire des boissons alcoolisées. Le vote du budget s'inscrit dans un contexte de crise économique marquée par une forte pénurie de devises et une inflation touchant les produits alimentaires, le carburant, les fertilisants ainsi que les médicaments.

Comores

Croissance du PIB de 3,3% en 2023

Selon la dernière note de conjoncture de la Banque centrale des Comores (BCC), la croissance du PIB en 2023 est estimée à 3,3 %, contre 2,6 % en 2022, marquée par la baisse des prix des matières premières, la baisse de l'inflation et le soutien des bailleurs de fonds. La croissance a été principalement alimentée par le secteur tertiaire (+3,6 % en 2023), en particulier le commerce, les transports, les services d'hébergement et de restauration. Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils ont crû respectivement de 2,9 % et 2,5 %. La consommation des ménages (+3,8 %) a aussi augmenté grâce à un plus fort pouvoir d'achat, qui s'explique par la baisse de l'inflation et une augmentation des salaires. La consommation finale publique a également augmenté (+9,5 %), en raison des dépenses liées à la présidence comorienne de l'Union africaine. Les investissements ont progressé (+3,7 %), portés par les investissements publics (infrastructures aéroportuaires et routières) et privés, tandis que les exportations de biens et services ont diminué (-15,6 %) en raison de la forte baisse des exportations de biens.

Ethiopie

Arbitrage en cours entre Yapi Merkezi et la compagnie ferroviaire nationale éthiopienne

L'audience d'arbitrage entre le constructeur turc Yapi Merkezi et l'Ethiopian Railway Corporation (ERC) a démarré début juin à la Cour d'arbitrage de Londres, concernant le projet de ligne ferroviaire Awash-Weldiya (392 km). Ce projet, lancé en 2015 représentant un investissement d'1,7 Md USD, constitue le premier tronçon de la ligne ferroviaire reliant la ligne de train existante (éthio-djiboutienne) au Nord du pays (Tigré) à partir d'Awash. Les travaux de construction ont été confiés à l'entreprise turque Yapi Merkezi, tandis que l'entreprise française Systra a obtenu le contrat de représentant du maître d'ouvrage (ERC) auprès de l'entreprise publique ferroviaire en charge du projet. Le constructeur turc a fait face à d'importants retards, surcoûts et arriérés de paiement, notamment en raison de pillages et destructions en marge du conflit au Tigré. Ces difficultés liées au conflit ont conduit l'entreprise turque à mettre fin à leur contrat en janvier 2022, et à

lancer une procédure d'arbitrage réclamant plus de 500 MUSD de dommages. ERC a actuellement la charge d'une seule ligne ferroviaire, celle reliant Awash à Mekele.

Poly GCL de nouveau autorisé à exploiter la concession de gaz naturel en région Somali

Le gouvernement éthiopien vient d'annuler une décision prise par l'ancien ministre des Mines, Takele Uma, retirant la concession de gaz naturel à la société chinoise Poly GCL, après intervention du gouvernement chinois pour renégocier la concession. En 2013, Poly GCL avait obtenu la concession pour explorer et produire du gaz naturel dans la région Somali, mais le gouvernement éthiopien lui avait retiré en 2022 pour non-respect des conditions. En effet, l'entreprise n'avait pas honoré son engagement de démarrer la production de gaz naturel avant 2017 et des doutes avaient été émis au sujet des capacités financières de l'entreprise. Des différends avaient également été mis en lumière, concernant les modalités de production du gaz : Poly GCL souhaitait produire du gaz destiné à la production d'énergie seulement, tandis que le gouvernement souhaitait une utilisation pour la production d'engrais et d'énergie. Le gouvernement éthiopien serait en cours d'élaboration d'une législation pour l'industrie du gaz naturel, toutefois elle n'aurait pas encore passé le stade de projet.

La Corée du Sud s'engage à hauteur d'1 Md USD pour des projets en Ethiopie

L'Ethiopie et la Corée du Sud ont signé un accord de financement d'1 Md USD pour la mise en œuvre de plusieurs projets dans les secteurs des infrastructures, de la technologie, de la santé et du développement urbain pour les quatre années à venir. Cette signature est intervenue dans le cadre du sommet Corée-Afrique ayant réuni plus de 48 délégations de pays africains à Séoul les 4 et 5 juin 2024 afin de renforcer la coopération dans le domaine des matières premières et des métaux rares, ressources précieuses pour l'industrie coréenne des semi-conducteurs. Pour rappel, la Corée du Sud est le deuxième bailleur bilatéral en termes d'engagements, avec 488 MUSD de fonds engagés non-déboursés, derrière la Chine (1,3 Md USD).

Kenya

Le Kenya contribue à hauteur de 20 millions de dollars au guichet de financement concessionnel de la Banque Africaine de Développement

A l'occasion des Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de développement, le président William Ruto a annoncé que le Kenya augmenterait sa participation au capital de la BAfD de 100 MUSD au cours des 3 prochaines années et qu'il engagerait 20 MUSD dans le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la BAD. Cette décision fera du Kenya le premier contributeur régional du fonds et se veut être un témoignage de la confiance du pays dans l'institution, qui a financé de nombreux projets d'infrastructures, à l'image du barrage de Thwake. Le président Ruto a aussi renouvelé son appel à une 17^{ème} reconstitution du Fonds africain de développement d'au moins 25 Md USD, lancé lors des réunions de l'IDA à Nairobi.

La France octroie 475 000 EUR de subventions pour la gestion des déchets dans le comté de Kericho

L'entreprise française Bluspark a bénéficié d'un financement du fond d'étude et d'aide au secteur privé (FASEP) de la DG Trésor à hauteur de 475 000 EUR pour le développement d'outils digitaux pour renforcer la gestion des déchets dans le comté de Kericho. Le projet a été inauguré en présence de l'Ambassadeur de

France au Kenya et du gouverneur de Kericho le 28 mai 2024 et comprend : une plateforme digitale de gestion des déchets (incluant un assistant *Whatsapp*), la construction d'un pont de pesage pour les camions de déchets, une étude sur une filière de valorisation aval des déchets organiques et un plan de communication pour sensibiliser les habitants aux services digitaux et à la gestion des déchets. Il s'agit d'une première référence sur le marché africain pour Bluspark en termes de modules complets d'analyse des données sur des services publics.

Madagascar

Signature de deux mémorandums d'entente dans les secteurs des mines et de l'agriculture lors du sommet Corée – Afrique

La signature des deux mémorandums d'entente, l'un par le ministre malgache de l'Agriculture et son homologue coréen, le second entre le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie de la Corée et le ministère des Mines de Madagascar, est prévue dans le cadre du premier sommet Corée-Afrique qui se tient du 4 au 5 juin. Ce partenariat porte sur « le développement technologique et l'élaboration de projets d'exploitation conjoints, le transfert de compétences » dans le domaine des minéraux critiques (cobalt, nickel et chrome). Un autre partenariat, visant à améliorer la productivité du riz à Madagascar en tirant parti de l'expertise coréenne est également annoncé, et consiste en « la mise en place de complexes de production rizicole en utilisant des technologies coréennes avancées », « la mise en œuvre de projets pour améliorer les systèmes de production et d'approvisionnement en semences pour augmenter la productivité », et le « [renforcement des] capacités des professionnels agricoles malgaches à travers des formations et des échanges de connaissances. ». L'industrialisation figure aussi parmi les domaines sur lesquels la Grande île souhaite avoir une coopération renforcée avec la Corée, tout comme dans le secteur des nouvelles technologies et de l'eau potable.

Maurice

Maurice : pays africain le mieux préparé à l'utilisation de l'intelligence artificielle

Selon le AI Readiness Index 2023, Maurice est classé au 1er rang en Afrique et à la 61ème place mondiale sur la liste des pays les mieux préparés à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), devançant ainsi l'Égypte, classée 2ème en Afrique et 62ème à l'échelle mondiale. Sur le plan africain, l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Rwanda complètent le top 5, tandis que le Maroc occupe la 6ème place. Le rapport souligne que Maurice, l'Égypte et l'Afrique du Sud sont les pays les plus actifs à l'échelle africaine dans la création d'écosystèmes favorisant l'innovation technologique, notamment dans le développement de startups et d'entreprises dédiées à l'IA. Malgré les avantages potentiels de l'IA pour l'intégration économique et la prestation de services, la fracture numérique et d'autres inégalités structurelles entravent son adoption généralisée. Le coût d'accès à Internet et au haut débit peut représenter jusqu'à 44% du PIB dans certaines régions d'Afrique.

Une croissance du PIB réel prévue à 4,9 % en 2024 et à 3,5 % à moyen terme à Maurice selon les prévisions du FMI

L'inflation globale devrait baisser à 4,9 % en moyenne en 2024, ce qui est plus modeste que les 6,5 % prévus par les autorités, et s'établir à 3,5 % par la suite

conformément à l'objectif d'inflation à moyen terme de la Banque centrale de Maurice. Le déficit courant devrait se maintenir à 4,5 % du PIB en 2024 et à environ 4 % à moyen terme. L'amélioration continue des exportations de services devrait compenser l'augmentation des importations liées aux projets d'infrastructure publique. La politique budgétaire pour 2023-24 devrait être expansionniste, car la croissance des recettes a ralenti et les dépenses extrabudgétaires visant la construction de logements sociaux ont augmenté. Le FMI prévoit une légère résorption du déficit public de 4,9 % à 4,7 % du PIB en 2024. La dette publique est estimée à 78,3 % du PIB en mai 2024 par le FMI, et devrait diminuer à 76,9 % moyen terme.

Ouganda

La Banque centrale maintient son taux directeur pour contrer une légère hausse de l'inflation

En mai dernier, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois a connu en glissement mensuel une hausse par rapport à avril 2024 (3,6 % contre 3,2 %), en raison de l'augmentation des coûts des soins de santé, de l'éducation et des services de transport, ainsi qu'à la hausse des prix des carburants. L'inflation sous-jacente a également augmenté par rapport au mois précédent (3,7 % contre 3,5 %). Selon la Banque centrale, l'inflation devrait encore croître et se situer en moyenne entre 5 % et 5,4 % jusqu'en 2024, avant de se stabiliser autour de la cible des 5 % au second semestre 2025. Dans ce contexte, le dernier comité de politique monétaire de la Banque centrale du 4 juin dernier a maintenu le taux directeur à 10,25 %, après deux hausses successives observées en avril et mars dernier.

Les États-Unis emboîtent le pas au Royaume-Uni en sanctionnant des hauts responsables ougandais

Le 30 mai dernier, les États-Unis ont annoncé l'imposition de sanctions (gel d'avoirs et interdictions de séjour) à l'encontre de la présidente du Parlement ougandais, Anita Among ainsi que du Vice-ministre chargé des finances et de la planification Amos Lugolobi, et de deux anciens ministres de la région du Karamoja. Les États-Unis les accusent d'avoir détourné des biens destinés à un projet de logement pour les communautés vulnérables de la région, financé par le gouvernement ougandais, pour les redistribuer à des personnalités politiques influentes. Les sanctions ciblent également le Lieutenant-Général Peter Elwelu pour son rôle présumé dans des exécutions illégales lorsqu'il commandait les forces militaires ougandaises. Cette décision fait suite aux interdictions de séjour et de gel des avoirs prononcées par le Royaume-Uni le 30 avril dernier à l'encontre des mêmes responsables politiques. Le ministre des Affaires étrangères ougandais, Oryem Okello, a dénoncé ces sanctions, les considérant comme une atteinte à l'intégrité du système judiciaire ougandais, accusant les États-Unis de masquer la véritable raison des sanctions qui découleraient, selon lui, de la position des responsables politiques en faveur de la loi anti-homosexualité.

Rwanda

La banque centrale du Rwanda abaisse son taux directeur à 7 %

Cette baisse est la première depuis le cycle de hausse des taux initié en février 2022. La banque centrale avait monté son taux directeur à 7,5 %, soit une augmentation de +300 bps sur la période pour contenir les pressions inflationnistes. La dernière augmentation, de +50 bps, a été décidée par le Comité de politique monétaire (MPC) en août 2023. Cette première baisse de taux s'explique, selon la banque centrale, par la forte décade de l'inflation, déclinant de 20,2 % au premier trimestre 2023 à 4,7 % au premier trimestre 2024. Cette baisse de l'inflation s'explique à la fois par la politique monétaire restrictive menée par la banque centrale depuis 2022, mais également par la baisse du prix des matières premières sur le marché mondial selon le gouverneur de la banque centrale, J. Rwangombwa. Cette baisse de taux se comprend également comme un soutien à la croissance du marché intérieur. Enfin, cette baisse s'explique par la stabilité des prévisions d'inflation faites par la banque centrale. Toutefois, la banque centrale précise que cette stabilité des prix dépend de la stabilité des prix des matières premières, volatile dans un contexte mondial d'instabilité géopolitique.

Equity Bank Rwanda lance son programme de prêts verts (« green loans »)

Avec des prêts allant de 350 EUR à 700 000 EUR, cette initiative vise à soutenir les secteurs clés de la transition énergétique : panneaux solaires, e-mobilité, écoconstruction, agriculture résiliente, solutions de cuisson propre, etc. D'autre part, la banque s'est associée avec l'organisation Future Rwanda Hinga Wunguke Activity, financée par l'USAID, pour développer des produits financiers à destination des agriculteurs dont l'objectif est de faciliter l'accès aux énergies propres et de promouvoir la préservation de l'environnement. Selon son directeur général, H. Namara, la banque est engagée dans le développement de produits qui aideront à atténuer les effets du changement climatique. La banque affiche à moyen terme un objectif de 20 % de prêts verts dans son portefeuille. D'ici 2030, Equity bank s'est engagée à financer 100 000 activités économiques respectueuses de l'environnement, comme l'éco tourisme, l'agriculture durable ou encore les énergies renouvelables. De cette façon, Equity Bank participe à la réalisation des objectifs du gouvernement rwandais de réduire ses émissions de 38 % d'ici 2030.

Seychelles

Subvention de l'UE de 218 000 EUR améliorer l'adaptation au climat

Le projet « Améliorer l'adaptation au climat et la gouvernance environnementale grâce aux populations locales et à la cogestion aux Seychelles », financé par un don de l'Union Européenne à hauteur de 218 000 EUR, a été lancé le 23 mai. Ce projet, qui sera mis en œuvre par *Nature Seychelles*, une ONG impliquée dans la conservation et la gestion de l'environnement vise à améliorer la recherche et la gestion des mangroves pour la résilience des écosystèmes dans le but de sensibiliser sur la conservation et la restauration des zones humides. Il ciblera des établissements touristiques, des groupes environnementaux, des clubs scolaires ainsi que des acteurs du secteur privé. Le projet comprend la création d'un label pour les entreprises impliquées dans la protection des zones humides. Ce soutien s'inscrit dans un contexte où les Seychelles figurent parmi les petits Etats insulaires affectés par les conséquences du changement climatique. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la mise en place de mesures d'adaptation aux impacts du réchauffement dans ces Etats nécessiterait entre 4,7 et 7,3 Md USD par an.

Soudan

Limitation des retraits en espèces et augmentation des plafonds des transferts électroniques

La Banque centrale du Soudan (CBOS) a publié une nouvelle décision limitant les retraits d'espèces, jusqu'alors sans limite, à 3 millions de livres (1666 USD) par jour, tout en augmentant le plafond quotidien des transferts via les applications bancaires de 3 M SDG à 15 M SDG (8333 USD) et 3 M SDG par transfert. Cette décision vise à contenir la dépréciation de la livre qui se change actuellement à 1800 SDG / USD contre 1400 SDG / USD en avril. Par ailleurs, le premier ministre p.i., Osman Hussain, a inauguré au 1er juin le rétablissement de la liaison électronique entre la CBOS, le ministère du Commerce et les douanes, ce qui permettrait entre autres le retour au système électronique de gestion des procédures d'importation et d'exportation. Ainsi, la Direction des Politiques de la CBOS a publié un communiqué informant les banques commerciales de la fin, à compter du 31 mai, du système manuel utilisé depuis le mois de mai 2023 à la suite à l'effondrement du réseau électronique de la Banque. Cette démarche devrait permettre un meilleur contrôle des procédures d'importation et d'exportation et la limitation des pratiques frauduleuses liées à l'utilisation du système papier.

Soudan du Sud

Discussions de haut niveau avec le Soudan concernant la reprise de l'exportation du pétrole

Le conseiller présidentiel pour la sécurité du Soudan du Sud, Tut Gatluak, a conduit une délégation au Soudan pour évoquer avec le président du Conseil souverain de transition du Soudan - le général Abdel Fattah Al-Burhan - la reprise des exportations de pétrole Sud-Soudanaises via le port soudanais de Bashaer. Aux côtés du ministre du Pétrole soudanais, le conseiller présidentiel a visité le terminal d'exportation, où les responsables de l'opérateur de l'oléoduc, Bashaer Pipeline Company (BAPCO) lui ont présenté les opérations techniques en cours qui doivent permettre d'ici les 2 prochaines semaines la reprise des exportations de pétrole. Pour rappel, le pompage du pétrole sud-soudanais est interrompu depuis février 2024 en raison de l'explosion en territoire soudanais de la principale conduite de transport de pétrole.

La BAfD accorde 35 M USD pour la résilience au changement climatique en faveur de quatre pays dont le Soudan du Sud

Le conseiller présidentiel pour la sécurité du Soudan du Sud, Tut Gatluak, a conduit une délégation au Soudan pour évoquer avec le président du Conseil souverain de transition du Soudan - le général Abdel Fattah Al-Burhan - la reprise des exportations de pétrole Sud-Soudanaises via le port soudanais de Bashaer. Aux côtés du ministre du Pétrole soudanais, le conseiller présidentiel a visité le terminal d'exportation, où les responsables de l'opérateur de l'oléoduc, Bashaer Pipeline Company (BAPCO) lui ont présenté les opérations techniques en cours qui doivent permettre d'ici les 2 prochaines semaines la reprise des exportations de pétrole. Pour rappel, le pompage du pétrole sud-soudanais est interrompu depuis février 2024 en raison de l'explosion en territoire soudanais de la principale conduite de transport de pétrole.

Tanzanie

La visite officielle de la présidente Samia Suluhu Hassan à Séoul consolide les relations entre la Tanzanie et la Corée du Sud

La présidente de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, s'est rendue en Corée du Sud pour une visite officielle. Les deux chefs d'État ont assisté à la signature d'accords visant à renforcer la coopération entre les deux pays. La Tanzanie et la République de Corée ont signé un accord-cadre qui permettra à la Tanzanie d'obtenir des prêts concessionnels du Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF) d'une valeur de 2,5 Md USD au cours des cinq prochaines années, soit le double du montant précédemment alloué. Les deux pays ont également signé une déclaration commune pour le lancement des négociations en vue d'un accord de partenariat économique (APE), visant notamment le commerce, l'investissement, les transports et les industries créatives. Enfin, un protocole d'entente sur les minéraux stratégiques a été signé au cours de la visite officielle et renforcera la coopération entre la Tanzanie et la Corée en matière d'études géologiques, d'investissements miniers et de valorisation des minéraux critiques tels que le nickel, le lithium et le graphite.

Les dégâts causés par El Niño et le cyclone Hidaya devraient coûter près de 390 M USD à la Tanzanie

Alors que la Tanzanie a subi d'importantes pertes à cause des pluies torrentielles provoquées par le phénomène El Niño entre septembre 2023 et avril 2024 suivies par le cyclone Hidaya le 5 mai 2024, le ministre des Travaux publics, Innocent Bashungwa, a déclaré que 390 M USD étaient nécessaires pour rénover les routes et les ponts endommagés. Toutefois, sur la somme totale, seuls 28 M USD ont été mis à disposition par le Trésor tanzanien selon le ministre. En outre, le gouvernement allouera 32 M USD supplémentaires pour reconstruire complètement l'autoroute Mtwara-Lindi-Dar es Salam qui a été endommagée lors du passage d'Hidaya. Si le budget du ministère n'a pas encore été validé par le parlement, les priorités pour l'exercice 2024/25 comprennent le développement des infrastructures aéroportuaires ainsi que la réfection des routes.

La Tanzanie accueille une délégation de 20 entreprises de Medef International

Une délégation de 20 entreprises de Medef International conduite par Philippe Labonne s'est rendue en Tanzanie, à Dar es Salam et à Zanzibar du 27 au 29 mai afin de promouvoir l'expertise française dans des secteurs clés tels que les infrastructures, les transports, la transition énergétique, le tourisme ou encore l'eau et l'assainissement. A Dar es Salam, un Business Forum France-Tanzanie, des échanges avec les institutions financières et bailleurs internationaux opérant en Tanzanie ainsi qu'avec le Tanzania Investment Centre (TIC) ont été organisés. La délégation a également visité la gare du *Standard Gauge Railway* (SGR). A Zanzibar, le président Mwinyi a accueilli la délégation, entouré des membres de son gouvernement dont quatre ministres (ministre du Travail, de l'Economie et de l'Investissement, ministre des Infrastructures, de la Communication et des Transports, ministre du Tourisme et du Patrimoine, ministre de l'Eau, de l'Energie et des Minéraux), des représentants de différentes agences publiques (Zanzibar Investment Promotion Authority, Zanzibar Ports Corporation et Zanzibar National Chamber of Commerce), ainsi que le secteur privé zanzibari. A cette occasion, les entreprises ont eu des échanges directs sur les projets et les besoins de l'Archipel. Enfin, la délégation a visité le port de Mangapwani, actuellement en cours de construction au nord de Stone Town.

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact: Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr